L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 15 FEVRIER 1837.

CHEMIN DE FER DE NASHVILLE.

Nous avons reçu une communication écrite en anglais, signé Clinton, que le manque d'espace nous empêche de publier dans la partie française de notre journal. Cette pièce nous semble résoudre victorieusement la question qui a été agitée pendant plusieurs jours dans le sein du sénat, de savoir si l'Etat doit ou non voler au secours de la compagnie. Il doit le faire parceque du succès de l'entreprise il résultera un bien général pour la Louisiane. L'opposition de la députation de l'Ouest y est sans fondement, dit l'écrivain, puisque par le fait de l'existence du chemin de fer de Clinton et de Port Hudson, qui viendra joindre celui de Nashville au bourg de Uncle Sam, et par l'existence du chemin de fer de l'Atchafalaya qui vient aboutir à une courte distance de celui de Port Hudson, il y aura une route d'établie entre la Nouvelle Orléans et les Opelousas, dont la distance ne sera que de 150 milles. Il ne faudra ainsi que 7 à 8 heures pour se transporter de l'un à l'autre de ces deux endroits.

Nous croyons devoir recommander à nos sénateurs la lecture de ce document.

BANQUE NATIONALE.

Mr. Lowrence, de la Chambre des Représentans des Etats-Unis, a présenté une pétition de la Chambre de Commerce de Boston, demandant qu'une banque nationale soit établie dans la ville de New-York. Le sujet a été référé au comité du Commerce.

Il paroît que la chambre a décidé que le 4 juillet prochain, jour de la célébration de l'indépendance américaine, il sera fait un appel nominal de tous les membres présens, afin de constater le nombre de ceux qui sont présens ce jour-là.

Congrès Général.

QUESTION DE L'ABOLITIONISME.

C'est avec regret que nous nous voyons obligé d'entretenir nos lecteurs des scènes scandaleuses qui ont eu lieu dans le sein du Congrès Général, le 6 du courant. Toute la séance de ce jour fut exclusivement occupée à la question de l'abolitionisme : et nous sommes forcés à la honte de ce corps, les états et le monde entier ont occasionnés sont tels que nous soupçonnons d'avoir à les transcrire dans les colonnes de notre feuille. L'intérêt public nous commande sérieusement cette insertion : il est de notre devoir d'éclairer nos lecteurs sur les mouvemens de l'opinion dans les états, afin qu'elle puisse se mettre en garde contre le danger qui la menace.

Il semblerait que les deux branches de l'assemblée législative s'étaient donné le mot pour agiter dans leur sein, le même jour à la même heure, une question qui est attaché le sort de l'Union et peut-être celui de l'un des Etats du Sud. Au sénat cependant il n'a été question que d'un grand état de la république : ce point : recevra-t-on ou ne recevra-t-on pas les pétitions des négrophiles. La question fut décidée négative par le vote suivant :

Messieurs Davis, Ewing (Ohio), Henricks, Knight Nies, Prentiss, Robbins, Southard, Swift, Tom'inson, Wall, 13 ont—M. Bright, Buchanan, Clayton, Ewing (Ill.), Fulton, Grund, Hubbard, Kent, Ala), King (Geor.), Linn, Lyon, Moore, Nicholas, Norvell, Page, Preston, Rives, Robinson, Ruggles, Sevier, Strange, Walker, White, Wright 31 non.

Dans la chambre les choses ont été poussées au dernier degré d'impudence et d'intrigue. Mr. Adams, sur le front duquel nous avons déjà appliqué le cachet de la réprobation, M. Adams qui devrait être déjà pendu en effigie et flétri par l'opinion publique, comme l'ont été Tappan, les Garrison, les Thompson; M. Adams, l'homme naguère élevé à la première magistrature du pays, et qui représente dans ce moment des premiers Etats de la confédération. M. Adams, dis-je, vient d'ajouter une nouvelle souillure à celles dont il est déjà couvert. Il n'a pas craint d'apporter le boue de se lever et de présenter une pétition d'esclaves, demandant l'abolition du [illegible]. Nous ne disons ici nos sentimens : nous laissons à d'autres le soin d'exprimer leur indignation contre cette tentative de présenter une pétition signée par des esclaves. Si nous n'avions pas cru droit, il y aurait mieux que chacun des députés en retournât chez lui. (Plusieurs membres demandent à haute voix que M. Adams devait être chassé de la chambre.)

M. Patton observe qu'une autre pétition présentée dans la matinée par M. Adams, au nom de quelques habitans de Fredericksburg (Virg.) était d'une nature décente ; mais que l'ayant examinée, il a trouvé qu'elle était signée par des hommes de couleur dont la réputation est infâme.

M. Adams dit que dès-que la pétition (celle des esclaves) lui paraîtra de qu'elle ne reviendra à la chambre et il en lira la motion qu'elle soit enlevée du régistre et brûlée. Il compte sur l'appui de ses collègues du Sud dans la défense de cette cause. Si cet état de choses continuait, il faudrait être adieu à l'Union.

M. Thompson, de la Caroline du Sud, se lève et demande que M. Adams présente sa pétition, afin qu'il fasse la motion qu'on la lise. Alors il présentera son tour une résolution qu'il tient dans ses mains pour CHASSER M. ADAMS de la chambre.

Le même membre fait la motion que M. Adams soit traduit à la barre de la chambre pour y recevoir la censure de l'Orateur, en raison de l'insulte qu'il a faite au gouvernement en introduisant une pétition des esclaves. Cette motion étant livrée aux débats, le 7 heures et de l'après midi, lorsque le rapport de notre correspondant a été clos.

Des lettres de Buenos Ayres, en date du 11 novembre, donnent qu'un armistice de 4 mois a été conclu entre le Chili et le Perou, dans le but de terminer leur différend à l'amiable.

NOUVELLES IMPORTANTES D'EUROPE.

Dix jours plus Récentes !

Nous devons à l'obligeance du capitaine Wilcox, du navire *Texpasan*, parti du Havre le 1er janvier, une liasse de journaux jusqu'au jour de son départ, desquels nous avons extrait les nouvelles les plus importantes, que nos lecteurs trouveront dans notre numéro de ce jour.

Nouvel attentat sur Louis-Philippe.

PARIS, 27 Décembre.

CORRESPONDANCE GENERALE.

Aujourd'hui, à une heure, le roi est sorti des Tuileries par se rendre à la séance d'ouverture des chambres. Le cortège royal était très nombreux ; les précautions les plus grandes avaient été prises. Deux haies de gardes nationaux et de soldats de ligne fermaient la ligne que la voiture du roi devait parcourir pour se rendre à la chambre des députés par le quai de la terrasse du bord de l'eau et le pont de la Concorde. On remarquait cependant que le bataillon de service, sorti par la porte du guichet des Tuileries, au mouvement d'après dans les rangs des gardes nationaux qui tenaient la droite de la voiture, et qui était chargé d'escorter sur un de ses rangs depuis la grille des cuisines située en face du Pont Royal jusques à la hauteur de ceux par où débouche l'avenue Gabriel du jardin des Tuileries, se resserrer sur deux rangs. Ce mouvement laissait à découvert l'espace que nous venons de désigner. Des agens de police, qui n'appartenaient pas à la garde de service, auraient-ils voulu prévenir les officiers de cette manœuvre, ou bien, troisième rang se cacher leurs hommes, devenir à remplir l'espace laissé en vide, en laissant entre chaque soldat de nombreuses intervalles ? Voici.

A ce moment, la voiture royale dans laquelle étaient Louis-Philippe, ayant à sa droite la reine, à sa gauche le duc de Nemours assis sur la banquette du devant, en face de son père, dépassait le Pont-Royal, à peine avait-elle dépassé la grille des Tuileries du côté de la rivière, qu'une explosion se fit entendre, et on vit un jeune homme placé au pied de la terrasse du bord de l'eau, qui avait été entendu la manœuvre indiquée plus haut, et qui jusqu'alors était venant de décharger sur la voiture du roi Louis-Philippe, en ce moment, avait lâché et de la montée de la fenêtre de la voiture, et saisissant de la main droite le chambrelet qu'il recouvrait, se pour sauver du cortège. On se jeta aussitôt sur l'assassin, qui ne fit aucune résistance et se laissa désarmer. On lui enleva un second pistolet qu'il avait sous ses habits. La voiture royale continua sa route sans que l'on sût encore si quelqu'un de ceux qui y étaient avait été blessé.

On remarque que le roi ne se hâta pas, comme lors de l'attentat d'Alibaud, de rassurer les assistans, et se montrer à eux, en leur faisant que personne [illegible] l'émotion du public fut très-grande. On ne sera sur l'assassin, et sans la présence des gardes municipaux et de plusieurs agens de police, il eut été mis en pièces par les personnes qui ont été arrêtées à côté de lui. Quelques-uns ont, dit-on, le pistolet à la main, et s'apprêtaient à faire feu sur le roi lorsque l'explosion eut été entendue et les arrêta.

Regeneté qui fut chargé de la défense, [illegible] ce qu'elle a prévenu. Il a dit la motion qu'elle ne reviendra à la chambre et il en lira la motion qu'elle soit enlevée du régistre et brûlée. Il compte sur l'appui de ses collègues du Sud dans la défense de cette cause. Si cet état de choses continuait, il faudrait être adieu à l'Union.

M. Thompson, de la Caroline du Sud, se lève et demande que M. Adams présente sa pétition, afin qu'il fasse la motion qu'on la lise. Alors il présentera son tour une résolution qu'il tient dans ses mains pour CHASSER M. ADAMS de la chambre.

Le même membre fait la motion que M. Adams soit traduit à la barre de la chambre pour y recevoir la censure de l'Orateur, en raison de l'insulte qu'il a faite au gouvernement en introduisant une pétition des esclaves. Cette motion étant livrée aux débats, le 7 heures et de l'après midi, lorsque le rapport de notre correspondant a été clos.

Des lettres de Buenos Ayres, en date du 11 novembre, donnent qu'un armistice de 4 mois a été conclu entre le Chili et le Perou, dans le but de terminer leur différend à l'amiable.

NOUVELLES IMPORTANTES D'EUROPE.

Dix jours plus Récentes !

Nous devons à l'obligeance du capitaine Wilcox, du navire *Texpasan*, parti du Havre le 1er janvier, une liasse de journaux jusqu'au jour de son départ, desquels nous avons extrait les nouvelles les plus importantes, que nos lecteurs trouveront dans notre numéro de ce jour.

Nouvel attentat sur Louis-Philippe.

PARIS, 27 Décembre.

CORRESPONDANCE GENERALE.

Aujourd'hui, à une heure, le roi est sorti des Tuileries [illegible]